

« Chaque jeune doit pouvoir décider de son avenir »

Dans une tribune au « Monde », plusieurs organisations syndicales se disent contre la sélection à l'entrée en université, plaident pour une pédagogie différenciée mais aussi davantage de moyens financiers pour l'enseignement supérieur.

LE MONDE | 28.10.2017 à 07h00 • Mis à jour le 28.10.2017 à 12h41 | Par Collectif



« Nous demandons à l'Etat de prendre ses responsabilités pour garantir une place pour chaque étudiant et lui permettre de s'inscrire dans un parcours de réussite grâce à une orientation personnalisée et une pédagogie adaptée » (L'université de Strasbourg en septembre). Camille Stromboni / Le Monde

Par Jimmy Losfeld (Président de la Fédération des associations générales étudiantes, FAGE), Liliana Moyano (Présidente de la FCPE), Catherine Nave-Bekhti (Secrétaire générale du Sgen-CFDT), Ugo Thomas (Président du Syndicat général des lycéens, SGL) et Laurent Diez (Secrétaire général du Syndicat national des personnels techniques, scientifiques et bibliothèques de l'enseignement supérieur, SNPTES)

Tribune. Une part toujours plus importante de la jeunesse française souhaite légitimement pouvoir atteindre un haut niveau de qualification. Une jeunesse, et donc une population mieux formée, est une chance pour notre pays et le meilleur moyen d'affronter notre avenir commun. Cependant, au-delà des paroles et des bonnes intentions, il faut que la France se donne, enfin, les moyens de répondre à cette attente.

Il serait vain de nier la crise profonde et durable que connaît notre enseignement supérieur. Plusieurs facteurs ont conduit à l'état de délabrement actuel : une augmentation démographique de près de 40 000 étudiants par an, un sous-financement chronique des universités, les enfermement dans un déficit durable, ainsi qu'une filière à deux vitesses, marquée par le creusement des inégalités entre les établissements. Face à l'urgence, il était temps que le gouvernement se saisisse de la question de l'avenir de l'enseignement supérieur et des millions d'étudiants qui s'y forment chaque année.

Nous avons défendu tout au long des concertations lancées par le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, le principe du dernier mot au bachelier : chaque jeune

doit pouvoir décider de son avenir, construire son parcours et, ainsi, s'émanciper.

Il est, en effet, impensable que la seule réponse proposée pour faire face aux difficultés que rencontre l'enseignement supérieur soit la généralisation de la sélection. Cette sélection n'apporterait qu'un accroissement de la ségrégation sociale. Nous avons obtenu du gouvernement que cela ne soit pas le cas, c'est un premier acquis, mais il faut aller plus loin.

Refonder les cursus et le secondaire

C'est pourquoi nous demandons à l'Etat de prendre ses responsabilités pour garantir une place pour chaque étudiant et lui permettre de s'inscrire dans un parcours de réussite grâce à une orientation personnalisée et une pédagogie adaptée. Il est ainsi urgent de revoir l'organisation de la licence, de repenser les cursus, les rythmes et la pédagogie pour offrir plus de souplesse afin de mieux prendre en compte les profils de tous les étudiants. Ces dispositifs doivent permettre à l'étudiant qui en bénéficie de valider une partie de sa licence par la capitalisation des crédits ECTS (Système européen de transfert et d'accumulation de crédits).

Lire aussi : « Servons-nous du bac comme instrument de l'égalité républicaine »

/idees/article/2017/10/27/servons-nous-du-bac-comme-instrument-de-l-egalite-republicaine_5206746_3232.html

Pour nos organisations, cette réforme ne sera possible qu'avec une coopération d'ampleur entre acteurs de l'enseignement supérieur et de l'enseignement scolaire impliquant une refondation de la formation des lycéens. Cette refonte nécessaire du secondaire doit permettre au baccalauréat de redevenir le passeport vers les études supérieures.

Il y a donc urgence à réformer pour donner à tous les lycéens la capacité de construire leur parcours de formation et de s'émanciper, quelles que soient leurs origines sociales. Pour atteindre cet objectif, il faut décloisonner les filières du lycée et mener une véritable politique d'orientation dans laquelle lycéen est l'acteur de son projet de formation.

En parallèle, une politique d'orientation active doit être mise en œuvre. Le baccalauréat doit pouvoir véritablement préparer à une poursuite d'étude dans l'enseignement supérieur. A ce titre, la concertation qui va s'ouvrir sur la réforme du baccalauréat montrera la réalité de la convergence des politiques d'enseignement supérieur et d'éducation.

La situation des personnels s'est dégradée

Par ailleurs, la réorganisation du premier cycle d'études supérieures et la réforme du bac ne pourront être conduites sans un choc d'investissement : alors que l'enseignement supérieur joue un rôle absolument crucial dans notre société et dans le développement économique, la dépense moyenne par étudiant ne cesse de décroître, en particulier dans les filières universitaires.

Conséquence de cet appauvrissement, la situation des personnels s'est également fortement dégradée. Nous demandons plus particulièrement à ce que les personnels qui se mobiliseront pour la mise en œuvre de la réforme soient reconnus tant financièrement que dans le déroulé de leur carrière.

IL FAUT « DONNER
À TOUS LES
LYCÉENS LA
CAPACITÉ DE
CONSTRUIRE
LEUR PARCOURS
DE FORMATION ET
DE S'ÉMANCIPER
»

Nous serons attentifs aux tenants et aboutissants de la réforme du premier cycle universitaire en ayant toujours comme objectif l'émancipation des jeunes et l'accès de toutes et tous à une qualification et au savoir critique. Cette réforme ne pourra aboutir qu'avec un effort budgétaire conséquent et une volonté affirmée des pouvoirs publics de garantir l'accès à tous les jeunes à la formation de leur choix. Cela impose de renforcer l'accompagnement financier nécessaire à l'autonomie des étudiants.

Parce que la réforme ne résoudra pas toutes les difficultés à court terme, il faut desserrer la contrainte liée aux capacités d'accueil des filières les plus en tension. Pour cela, nous demandons un plan d'urgence pour augmenter les capacités d'accueil dès la rentrée 2018.

Les signataires : Jimmy Losfeld (Président de la Fédération des associations générales étudiantes, FAGE), **Liliana Moyano** (Présidente de la FCPE), **Catherine Nave-Bekhti** (Secrétaire générale du Sgen-CFDT), **Ugo Thomas** (Président du Syndicat général des lycéens, SGL) et **Laurent Diez** (Secrétaire général du Syndicat



